



# RAPPORT D'ACTIVITÉS

## PNUD SENEGAL - 2016





# RAPPORT D'ACTIVITÉS

## PNUD SENEGAL - 2016



**À PROPOS DU PNUD :** Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est le réseau mondial de développement des Nations Unies. Présent dans quelque 177 pays et territoires, le PNUD est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités et l'exclusion. Nous aidons les pays à élaborer des politiques, à développer des compétences en leadership et des aptitudes en matière de partenariat, à renforcer leurs capacités institutionnelles et à partager des solutions aux problèmes touchant aux questions suivantes : Développement durable - Gouvernance démocratique - Climat et adaptation. Dans toutes nos activités, nous encourageons la protection des droits de l'homme et favorisons la participation active des femmes.

Adresse du PNUD au Sénégal :  
 Immeuble Wollé Ndiaye  
 Route du Meridien Président  
 BP 154 Dakar, Sénégal  
 Tél : (221) 33 859 67 67  
 site internet : [www.sn.undp.org](http://www.sn.undp.org)

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>ADIE</b>	Agence de l'Informatique de l'Etat
<b>AGEROUTE</b>	Agence des travaux et de gestion des routes
<b>AGETIP</b>	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
<b>ASER</b>	Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BT</b>	Basse tension
<b>CIMEL</b>	Centre d'Impulsion pour la Modernisation de l'Elevage
<b>CPD</b>	Document de Programme du Pays (Country Program Document)
<b>CSE</b>	Centre de Suivi Ecologique
<b>CTR</b>	Comité Technique Régional
<b>DAO</b>	Dossiers d'Appel d'Offres
<b>DEEC</b>	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
<b>DEFCCS</b>	Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols
<b>DH</b>	Direction de l'Hydraulique
<b>DSP</b>	Délégation de Service Public
<b>FERA</b>	Fonds d'Entretien Routier Autonome
<b>FONGIP</b>	Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires
<b>GAF</b>	Gestion Administrative et Financière
<b>ISRA</b>	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
<b>ITA</b>	Institut de Technologie Alimentaire
<b>KM</b>	Kilomètre
<b>KOICA</b>	Agence Coréenne de Coopération Internationale
<b>MEFP</b>	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
<b>MEDER</b>	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables
<b>MFT</b>	Marteau Fond de Trou
<b>MITTD</b>	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement(MITTD)
<b>MT</b>	Moyenne Tension
<b>OFOR</b>	Office des Forages Ruraux
<b>PASA LOUMAKAF</b>	Projet d'appui à La Sécurité Alimentaire Dans les Régions de Louga Matam et Kaffrine
<b>PGES</b>	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>PNDL</b>	Programme National de Développement Local
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>PRODOC</b>	Document de Projet
<b>PUDC</b>	Programme d'Urgence de Développement Communautaire
<b>RTS</b>	Radiodiffusion Télévision Sénégalaise
<b>SAED</b>	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta
<b>SENELEC</b>	Société Nationale d'Electricité du Sénégal
<b>SIG</b>	Système d'Information Géographique
<b>SSPP</b>	Société Sénégalaise de Presse et de Publication
<b>UGB</b>	Université Gaston Berger
<b>UNDAF</b>	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (United Nations Développement Assistance Framework)



**LE PNUD AU SENEGAL**  
AU SERVICE DE LA NATION SÉNÉGALAISE

**Réduction des inégalités et de l'exclusion  
à travers la promotion d'une croissance  
inclusive durable et sensible au genre.**



Le Programme - Pays intègre les priorités nationales et vise à soutenir les efforts du gouvernement dans l'atteinte des cibles du Plan d'Actions Prioritaires **2014-2018** du Plan Sénégal Emergent.

Le programme pays accompagne le gouvernement pour l'adoption et la mise en œuvre des **17 nouveaux objectifs de développement durable (ODD)**, ou objectifs mondiaux, qui guideront la politique et le financement du développement pour les 15 prochaines années, en commençant par un engagement historique pour éradiquer la pauvreté.

Le Programme pays s'aligne également aux priorités du **Plan stratégique 2014-2017** du PNUD et au Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies pour l'Aide au Développement **PNUAD 2012-2016**.

## Le PNUD Sénégal se concentre sur les trois axes stratégiques

### 1 Renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables pour une croissance économique inclusive

et la promotion de l'entrepreneuriat à travers la création de l'emploi au profit des femmes et des jeunes, la promotion des chaînes de valeur.



### 2 Renforcement de la Résilience et Adaptation/Atténuation aux Changements climatiques

Préparer le Sénégal au régime post-Kyoto, par la mise en place de mécanismes financiers et techniques appropriés dans le domaine des changements climatiques.

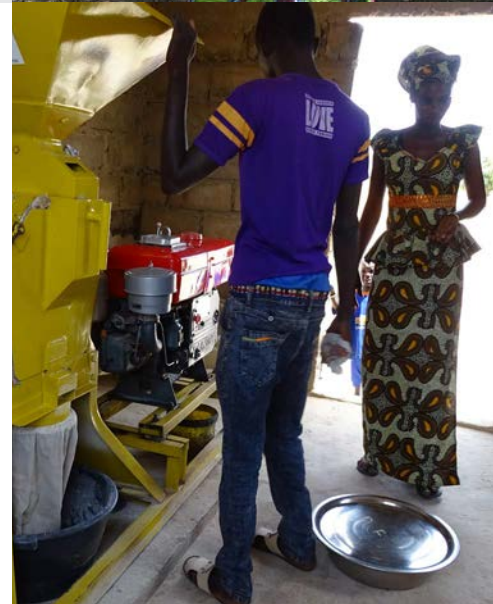


### 3 Contribuer au renforcement des capacités de bonne gouvernance pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD)

en se focalisant sur le renforcement des capacités au niveau des institutions-clés, ainsi que sur l'appui-conseil dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques.

Toutes les activités du PNUD Sénégal intègrent les thématiques transversales suivantes :

- **Equité de genre**
- **Approche des droits humains**
- **Gestion des connaissances**
- **Communication pour le développement et Suivi Evaluation**







L'intégration systématique et transversale du genre dans les programmes est un des principes fondamentaux de l'approche du PNUD visant un monde durable, inclusif, et résilient.

Elle se traduit par la prise en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes ainsi que la promotion de leur autonomisation économique et le respect de l'équité hommes / femmes en termes de planification, de suivi évaluation et d'allocation de ressources.





## CONTEXTE SOCIO ÉCONOMIQUE

## Des changements importants ont été opérés au Sénégal en 2016.

### AU PLAN POLITIQUE

Un référendum constitutionnel organisé en mars 2016 et sanctionné par le oui, a consacré 15 réformes dans le but de conforter le système politique notamment en raccourcissant le mandat présidentiel de 7 à 5 ans, en créant un Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT), en conférant un statut officiel au chef de l'opposition et en garantissant l'intangibilité de certains dispositifs de la Constitution (E01).

Le HCTT, mis en place en novembre 2016, permettra d'accompagner la mise en œuvre de l'acte 3 de la décentralisation et de renforcer la représentativité des collectivités territoriales dans le dispositif institutionnel national.



## Ceci offre au PNUD une opportunité d'affirmer son leadership dans l'appui au développement local.

### AU PLAN DE LA GOUVERNANCE

Les avancées ont été notées en matière de renforcement de l'Etat de droit (une amélioration de 1,2% de l'indicateur), de la participation (hausse de 5%) et de l'Indice Mo Ibrahim IIAG 2015.

De même, la poursuite des efforts pour juguler la corruption et renforcer la transparence ont permis au pays de gagner 3 points depuis 2014 au niveau de l'indice de Transparency sur la perception de la corruption.

L'Etat de droit renforcé (une amélioration de **1,2%** de l'indicateur), de la participation (hausse de **5%**) et de l'Indice Mo Ibrahim **IIAG 2015**.

## AU PLAN ÉCONOMIQUE

2016 est la troisième année de mise en œuvre des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE) et des grandes réformes qui doivent conforter la dynamique de la transformation structurelle de l'économie.

La croissance économique se consolide, s'accélère pour atteindre son meilleur niveau des 10 dernières années (estimation 6,6%) ; elle est tirée principalement par le secteur de l'agriculture et la relance des industries extractives et chimiques, et soutenue par d'importants investissements dans les infrastructures et l'énergie dans le cadre de la mise en œuvre du PSE.

La mise en service de 2 centrales solaires d'une capacité totale de 80MW contribue à réduire le déficit énergétique ainsi que les émissions de gaz à effet de serre et se traduira par une réduction du coût de 10% à partir de 2017.

Par ailleurs, l'exploitation d'énormes réserves en pétrole et gaz découvertes en 2016 contribueront à réduire le déficit énergétique et le déficit courant, et à accélérer la transformation structurelle de l'économie sénégalaise.

2016 est la troisième année de mise en œuvre des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE) et des grandes réformes qui doivent conforter la dynamique de la transformation structurelle de l'économie.

La croissance économique se consolide, s'accélère pour atteindre son meilleur niveau des 10 dernières années (estimation 6,6%) ; elle est tirée principalement par le secteur de l'agriculture et la relance des industries extractives et chimiques, et soutenue par d'importants investissements dans les infrastructures et l'énergie dans le cadre de la mise en œuvre du PSE.

**CROISSANCE ÉCONOMIQUE** 6,6%

## AU PLAN SOCIAL

L'IDH du Sénégal a légèrement progressé entre 2000 et 2014, passant de 0,431 à 0,466 sur la période, tiré par la bonne tenue de l'espérance de vie à la naissance (66,5 ans) pour laquelle le pays se positionne parmi ceux à IDH moyen. Toutefois, le Sénégal reste encore à un niveau de développement humain faible, se classant 170<sup>ème</sup> sur 188 pays (E06).

Le rapport global sur les OMD 2000-2015, élaboré avec l'appui du PNUD, relève des progrès dans la réalisation de la cible relative à l'incidence de la pauvreté (34,6% en 2015 contre 57,1% en 2000), à **l'insuffisance pondérale (15,5% en 2015 contre 20% en 1990), au taux brut de scolarisation (86,4% en 2015 contre 62,8% en 2000) et à la prévalence du VIH maintenue à 0,7%.**

La menace sécuritaire dans la région sahel reste un risque majeur pour le développement du pays et demeure au centre des préoccupations des autorités, le chômage touchant 13,4% de la population active dont une majorité de jeunes. C'est dans ce cadre que s'est tenue en décembre 2016 à Dakar le troisième forum international sur la paix et la sécurité en Afrique qui a mis l'accent sur les facteurs de la radicalisation, sur la problématique de la jeunesse et sur la réponse doctrinale à apporter aux thèses du terrorisme (E08).

Ces changements se sont traduits par :

- l'amélioration de l'environnement de mise en œuvre du programme pays du PNUD qui a été prolongé de 2 ans en vue de son alignement au PSE et ;
- par les contributions importantes du Gouvernement au financement du Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (PUDC).

Le rapport global sur les OMD 2000-2015, élaboré avec l'appui du PNUD, relève des progrès dans la réalisation de la cible relative à **l'incidence de la pauvreté (34,6% en 2015 contre 57,1% en 2000)**, à **l'insuffisance pondérale (15,5% en 2015 contre 20% en 1990)**, au **taux brut de scolarisation (86,4% en 2015 contre 62,8% en 2000)** et à la **prévalence du VIH maintenue à 0,7%**





# APPUI STRATEGIQUE DU PNUD AU GOUVERNEMENT

L'Unité de politique et stratégie du PNUD (UPAS) vient en appui conseil au gouvernement dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques.

## Rôle clé de l'UPAS en 2016

Il a joué un rôle clé dans l'appui au pilotage stratégique à travers notamment l'élaboration d'instruments d'analyse et de mise en œuvre de la politique économique.

Ceci a permis le renforcement des capacités des Ministères de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), de certains Ministères sectoriels et du Bureau Opérationnel de Suivi du PSE (BOS) avec notamment :

- la formulation de politiques et stratégies sectorielles, la réalisation de plusieurs études stratégiques ;
- l'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) 2016 portant sur le thème «**Transformation structurelle et développement humain**» ;
- la mise en place des outils de planification, de communication et de suivi-évaluation pour le compte du BOS.

En outre, le PNUD participe, aux côtés des autres partenaires au développement :

- à la mise en œuvre du cadre harmonisé de suivi-évaluation des politiques publiques (CASE) mis en place en 2015 ;
- ainsi qu'à l'animation des différents cadres de concertations globaux et sectoriels (G50, G12, décentralisation, protection sociale, finances publiques, environnement).

Le PNUD a également appuyé l'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre et de suivi des ODD incluant le bilan global 2000-2015 de l'état des progrès vers l'atteinte des OMD.

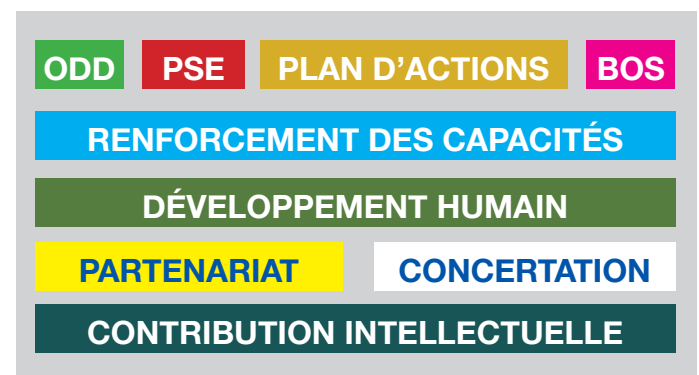
## L'intégration des ODD dans les politiques publiques est promue

Le PNUD a appuyé l'élaboration du bilan global 2000-2015 de l'état des progrès vers l'atteinte des OMD et de la stratégie d'intégration des ODD dans le PSE.

Il a également appuyé l'Ecole de Dakar (Think Thank) et les OSC dans la conduite de réflexions sur la mise en œuvre des ODD (31), ainsi qu'une évaluation des capacités nationales et de l'écosystème des données pour la mise en œuvre des ODD.

## En 2017, l'UPAS poursuivra ses appuis dans le pilotage stratégique notamment dans :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale d'intégration des ODD dans le PSE et son plan d'action ;
- la réalisation d'études stratégiques dans la perspective de la formulation du plan d'action 2019/2023 du PSE ;
- le renforcement des capacités et l'appui conseil au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et au Bureau Opérationnel de Suivi du PSE ;
- la promotion du développement humain et ;
- le renforcement de partenariat et la contribution intellectuelle dans les différents cadres de concertation.



## Rappel DES 17 Objectifs de développement durable (ODD)

« Les Objectifs de Développement Durable permettront d'achever la tâche commencée avec les OMD et ne laisseront personne à la traîne ».

Pour rappel - Au **Sommet sur le développement durable** le 25 Septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté un **nouveau programme de développement durable**, qui comprend un ensemble de **17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutte contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030.**

Le nouveau programme se base sur les **8 objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)** adoptés en 2000. En 2015, des progrès énormes ont été réalisés vers la réalisation de ces objectifs, ce qui témoigne de la valeur d'un programme unificateur étayé par des objectifs et des cibles. Cependant, malgré ces progrès, la pauvreté accable encore trop de personnes.

## Quel est le rôle du PNUD ?

Le PNUD peut appuyer et appuie déjà les pays de diverses manières, par l'intermédiaire d'une approche en trois volets :

- Intégration
- Accélération
- Appui stratégique

## Ainsi, le PNUD - Sénégal va :

- fournir un appui au gouvernement pour qu'il prenne en compte le nouveau programme mondial dans ses plans et politiques de développement nationaux ;
- accompagner le pays à accélérer les progrès à accomplir au regard des cibles définies dans les ODD. À cet effet, il mettra à profit la vaste expérience que nous avons acquise au cours des cinq dernières années avec le **Cadre d'accélération des OMD**, et ;
- enfin mettre à la disposition du gouvernement le savoir-faire stratégique des Nations Unies en matière de développement durable et de gouvernance à tous les stades de mise en œuvre.



# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE







## **17 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)**

POUR METTRE FIN À LA PAUVRETÉ, LUTTER  
CONTRE LES INÉGALITÉS ET L'INJUSTICE, ET  
FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE  
D'ICI À 2030.

BASÉS SUR LES

## **8 OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)**



**LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET  
DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le PNUD a contribué :

- **à l'amélioration des conditions de vie** des groupes vulnérables à travers la promotion de l'emploi et des AGR, l'accès aux services sociaux de base et la mise en œuvre du dispositif national de protection sociale. Les services du Fonds de Développement Local (FDL) ont touché 314 personnes (297 femmes et 17 jeunes) promotrices de projets et de créer 4434 emplois dont 407 pour les femmes. Avec la mise en place de 15 nouvelles Plateformes multifonctionnelles (PTFM) portant le total à 391, l'accès à l'énergie et la réalisation d'AGR se sont développés pour 383 000 bénéficiaires répartis dans 1915 villages.

- **Dans le cadre de la mise en oeuvre du pudc** en appui au gouvernement, quelques résultats au 31 décembre 2016 :

#### VOLET HYDRAULIQUE

178 forages réceptionnés et 68 châteaux d'eau ont été réalisés permettant l'accès à l'eau potable dans 337 villages au profit de 163 283 personnes et 1 737 km de réseau ont été mis en service.

#### VOLET PISTES RURALES

790 km de pistes rurales en cours de travaux dans 10 régions dont 255 km ouverts à la circulation permettant le désenclavement de plus de 200 villages.

#### VOLET ÉQUIPEMENTS DE TRANSFORMATION AGRICOLE

Sur 3 093 équipements produits et certifiés, 1 562 équipements post récoltes et de transformation ont déjà été déployés dans 10 régions. A terme, la mise en œuvre du volet va bénéficier directement à 2 187 967 personnes originaires de 2 525 villages.

Pour la gestion et la maintenance des équipements, 1 208 comités de gestion ont été mis en place. Dans les localités où le déploiement a déjà été effectué, les comités sont déjà fonctionnels. Les membres des comités de gestion, les conducteurs et meuniers ont reçu des formations sur la gestion administrative et financière (GAF), l'utilisation des équipements, les premières opérations de maintenance.

#### VOLET ELECTRIFICATION RURALE

Le PUDC est en train d'électrifier 420 villages et va raccorder 20 800 ménages. Pour l'électrification par raccordement au réseau MT/BT, les travaux ont démarré sur le terrain dans 128 villages où la réception du piquetage est effective, avec 65 km de ligne MT installés.

#### VOLET CHAINES DE VALEUR

Le développement des chaînes de valeur (lait, horticole notamment patate douce) est entamé au niveau des zones d'intervention après les études de faisabilité. Trois centres de collecte de lait sont identifiés dans la zone centre (communes de Gassane, Barkédji et Tessékéré) et les travaux d'aménagement de 150 périmètres maraîchers sont en cours d'exécution, couvrant une superficie totale de 750 ha dans 140 villages. Cela va permettre de générer des revenus pour les femmes.

- **Au titre de la protection sociale**, le PNUD a doté le pays d'une stratégie nationale et octroyé à 65 ménages vulnérables des bourses économiques pour l'autonomisation des familles. La mise en œuvre du volet électrification rurale (réseau moyenne et basse tension et par voie solaire) a pris plus de temps que prévu et n'a pas permis d'atteindre les 30 villages initialement prévus. Un seul village a été finalisé et mis en service. Toutefois, les activités préparatoires ont été réalisées avec la fabrication de poteaux bétons et métalliques, ainsi que la commande des équipements et accessoires d'électrification. Actuellement les travaux de piquetage, pose de poteaux et de câbles se déroulent dans 62 villages.

#### EN RÉSUMÉ, L'APPUI DU PNUD A PERMIS

**314**

personnes touchées par les services du FDL

**15**

nouvelles Plateformes multifonctionnelles mises en place

**383.000**

bénéficiaires répartis dans 1915 villages ont eu accès à l'énergie et la réalisation d'AGR

**256**

km de pistes pour 300 localités de 107.116 habitants

**178**

forages réalisés

**68**

châteaux d'eau pour 356 villages pour 163.283 habitants

**1.263**

équipements post-récoltes pour 380.700 bénéficiaires.

**62**

villages dont un mis en service pour 1500 habitants ont démarré travaux d'électrification rurale

**1.350**

femmes regroupées en comités de gestion sont renforcées les capacités techniques et managériales

**299**

bénéficiaires sont formées en maintenance des réalisations

**2.930**

emplois sont créés au total par le PNUD

## Protection sociale

Le PNUD a contribué à l'élaboration de la stratégie nationale de la protection sociale dont le document est validé techniquement, dotée d'un plan d'actions **2017 – 2022**.

Le PNUD a doté la Délégation Générale à la Protection sociale et à la Solidarité Nationale d'un plan stratégique qui lui permettra de mieux répondre à la demande actuelle et de coordonner les activités y relatives.

## Promotion de l'égalité de genre

Grâce aux interventions du PNUD, la réduction des inégalités des sexes et l'autonomisation des femmes se poursuivent et font noter des résultats appréciables.

La réalisation de **17 plateformes**, la mise en place de **1263 équipements** de transformation de produits agricoles et l'accès à l'eau potable ont eu des effets sur :

- la santé des femmes du fait de l'allègement des travaux domestiques ;
- le développement d'AGR et l'augmentation des revenus ;
- l'amélioration de la scolarisation des filles, de leur maintien et de leurs performances scolaires.

Par ailleurs, le PNUD a formé **935 femmes** en gestion technique administrative et financière pour leur permettre d'assurer la durabilité de leurs équipements et renforcer l'entrepreneuriat. En plus, ces formations ont contribué à soutenir la promotion de la femme au sein de la communauté.

Dans le cadre du PRODES, **297 femmes** ont reçu des services financiers sur un total de 314 bénéficiaires, ce qui leur a permis d'améliorer leurs revenus et de prendre en charge les dépenses de scolarisation et de santé de leurs familles.

Dans le cadre du renforcement du management des collectivités locales, le PNUD a appuyé une formation pour **50 femmes élues** du département de Mbour. L'appui au renforcement des capacités entamé en 2015 a permis à 50 sur les 150 femmes élues formées, d'être cooptées au sein d'un Réseau des Femmes pour la Bonne Gouvernance chargé d'assurer le renforcement de capacités continu pour un meilleur suivi des activités de leurs localités.

**17**

PLATEFORMES  
RÉALISÉS

**1263**

ÉQUIPEMENTS DE  
TRANSFORMATION DE  
PRODUITS AGRICOLES  
MIS EN PLACE

**50**

FEMMES ELUES FORMÉES  
DANS LE CADRE DU  
RENFORCEMENT DU  
MANAGEMENT DES  
COLLECTIVITÉS LOCALES

**935**

FEMMES FORMÉES EN  
GESTION TECHNIQUE  
ADMINISTRATIVE ET  
FINANCIÈRE

**297**

FEMMES ONT REÇU DES  
SERVICES FINANCIERS SUR  
UN TOTAL DE

**314**

BÉNÉFICIAIRES DANS LE  
CADRE DU PRODES.



# CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU GOUVERNEMENT

Contribuer à la politique environnementale à travers la formulation de politiques nationales résilientes aux changements climatiques, l'accès aux mécanismes financiers internationaux et la mise en œuvre de projets communautaires.

## Quelques résultats acquis dans le cadre de l'appui au gouvernement

### SUR LE PLAN STRATÉGIQUE :

Le PNUD a appuyé :

- la publication de la stratégie nationale de développement durable (SNDD) ;
- la préparation de la conférence sur le développement durable ;
- la préparation de la position nationale à la Cop 22 sur le climat ;
- l'élaboration de l'indice annuel de gouvernance dans le domaine de la pêche dans l'espace wamer.

### EN MATIÈRE DE PROMOTION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE - L'APPUI DU PNUD A PERMIS :

- l'élaboration du NAMA (Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau national) sur l'éclairage efficace ;
- le développement d'un logiciel de simulation thermique et de contrôle de l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- le développement de (10) normes sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- au Sénégal d'être le seul pays au sud du Sahara à avoir lancé un projet de recherche développement sur l'utilisation des fibres végétales pour produire des matériaux de construction biosourcés. La production de matériaux de construction biosourcés contribuera à améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment, à terme à transformer une nuisance (le Typha) en une ressource locale contribuant à la lutte contre la pauvreté.

### EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT LOCALE EN PARTENARIAT AVEC LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT - À TRAVERS LE PROJET ECOVILLAGE ; LE PNUD A APPUYÉ LE SÉNÉGAL À PROMOUVOIR LE MODÈLE D'ÉCO VILLAGES À TRAVERS :

- l'élaboration de la Stratégie nationale des éco villages et le guide de transformation des villages en éco villages ;
- l'élaboration de PGE dans les nouveaux écovillages ;

- la transformation de 84 villages en écovillages ;
- le développement d'AGR permettant la réduction de la période de soudure au sein des écovillages. En effet, les statistiques recueillies dans les écovillages en 2016 révèlent que les recettes issues de la vente des produits agroforestiers procurent en moyenne **850 000 FCFA/ménage**, crée **3 000 emplois directs et indirects**.

### EN MATIÈRE DE PROTECTION DES MILIEUX DÉGRADÉS

La restauration des milieux dégradés à travers la plantation de brise-vent autour des jardins maraîchers de la zone des Niayes, la restauration de 43 ha de mangrove et la plantation de 15 ha de palmeraie à Casamance, la protection de 350 ha pour la conservation d'espèces végétales menacées à Lompoul dans les Niayes et Ndick.

Par ailleurs, les groupements de femmes de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou ont été renforcés au technique de multiplication de semences de riz adaptées aux conditions climatiques.

La gestion des ressources halieutiques pour le renforcement de la résilience des communautés à travers les surveillances participatives dans les Aires Marines Protégées (AMP) au niveau des six (6) pays membres de la CSRP et les campagnes sous régionales de surveillance contre la pêche illicite.

### Promouvoir l'entrepreneuriat rural par la création de micro-entreprises, la transformation des ressources

Les appuis du PNUD ont permis la promotion de l'entrepreneuriat rural à travers la mise en place d'activités génératrices de revenus à travers la distribution de 10 kiosques solaires mobiles destinées aux recharges téléphoniques et au transfert d'argent ainsi que le développement de la pisciculture par la fourniture d'équipements et d'intrants au profit de 70 exploitants qui ont pu capturer **2,815 T de tilapia**.

En outre, le PNUD a favorisé l'accès aux services financiers à travers des **lignes de crédit** pour **464 femmes** au sein de 8 écovillages contribuant ainsi au développement d'AGR.



# CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES POLITIQUES PUBLIQUES (GPP)

Contribuer au renforcement de la Gouvernance des Politiques Publiques (GPP) en se focalisant sur la consolidation de la gouvernance politique, l'appui au pilotage des politiques publiques pour le suivi des Objectifs de Développement Durable et l'appui au développement des capacités des collectivités locales.



## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En matière de lutte contre la corruption, le PNUD a accompagné le Gouvernement du Sénégal dans le renforcement des capacités de l'Office National de lutte contre la Fraude et la Corruption (OFNAC), créé en décembre 2014, qui consacre la volonté politique du Président de la République de promouvoir la probité dans la gestion des affaires publiques et privées. La mise en place de l'OFNAC permet ainsi au Sénégal d'être en phase avec la recommandation de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC) qui demande aux Etats Parties de créer un ou des organismes indépendants de lutte contre la corruption (article 6).

L'appui du PNUD à l'OFNAC entre 2015 et 2016, s'est traduit par l'élaboration d'un plan stratégique 2017-2021, la mise en application de la Loi relative à la déclaration de patrimoine à laquelle sont assujettis les détenteurs de l'autorité publique, ainsi que la production du premier rapport public de l'Office. Ces efforts ont permis au Sénégal de gagner 2 points depuis 2014 au niveau de l'indice de Transparency sur la perception de la corruption.

En outre, le PNUD a appuyé la réalisation d'une étude d'envergure nationale sur la perception et le coût de la corruption au Sénégal.

L'étude relève que les causes de la corruption identifiées par les populations comme étant les plus significatives sont le **manque d'éthique (72,8%)**, la **pauvreté (54,7%)**, la **faiblesse des salaires (27,2%)** et l'**ignorance (18,7%)**.



Par ailleurs, elle indique qu'en moyenne, un sénégalais sur quatre est exposé à la corruption, qu'il en soit l'initiateur ou qu'il l'accepte. Enfin, l'étude a estimé le coût de la corruption à **1,86% du PIB du Sénégal**.

Les appuis du PNUD à l'OFNAC ont également concerné les actions de sensibilisations qui ont permis de toucher 200 établissements scolaires à Dakar et à Bambey, en déroulant notamment des leçons de vie sur le thème de «*la tricherie à l'école*» à la veille des examens. Ces appuis se sont traduits par la mise en place de Cellules d'Intégrité et d'Exemplarité dans les écoles et ont contribué à la diminution de la fraude et des tricheries lors des examens en 2016.

Dans le même cadre, un Collectif de 8 femmes leaders de Thiès, visant la mise en place des Cellules d'intégrité et d'Exemplarité, a été créé. Ce Collectif a formé 100 femmes résolument engagées dans la lutte contre la corruption.

A l'occasion de la Journée Internationale de lutte contre la Corruption, le 9 décembre, 184 femmes leaders ont mené bénévolement des actions de sensibilisation dans leurs quartiers.



## MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Conformément à son mandat, le PNUD accompagne le Gouvernement du Sénégal dans la conduite du processus de décentralisation, à travers notamment la mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation, adopté en 2013, qui vise à « **organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable à l'horizon 2022** ». A cet égard, l'objectif général consiste à élaborer une nouvelle politique nationale de décentralisation qui permet d'asseoir des territoires viables et compétitifs, porteurs d'un développement durable.

Dans le cadre du renforcement du management des collectivités locales, le PNUD a facilité, durant l'année 2015, l'organisation de formations au profit de plus de **150 élues locales** des régions de Kolda, Ziguinchor et Thiès, sur le leadership féminin et le rôle des élus locaux. Ces formations ont permis aux bénéficiaires de mieux comprendre les enjeux de la gouvernance et ont induit une participation plus soutenue des femmes lors des réunions des conseils municipaux.

En 2016, PNUD a prolongé son appui aux 50 femmes élues du département de Mbour. Aussi, pour un meilleur suivi des activités de leurs localités, 50 sur les 150 femmes élues formées en 2015, ont-elles été cooptées au sein d'un Réseau des Femmes pour la Bonne Gouvernance chargé de les accompagner jusqu'à la fin de leur mandat. Ces 50 femmes ont par ailleurs bénéficié d'une formation en Leadership transformationnel.



## APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTE DE LA DÉCENTRALISATION

Dans le cadre la mise en œuvre du schéma de modernisation de l'administration publique, la phase pilote de l'audit des compétences a été lancée en 2015, avec l'appui du PNUD, au sein de trois ministères, à savoir le Ministère de la Justice, le Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service Public et le Ministère de l'Intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance.

La conduite de la mission d'audit dans les différents ministères a induit une prise de conscience sur la problématique de gestion des ressources humaines, notamment en ce qui concerne l'évaluation des compétences et la performance des organisations. En effet, les départements ministériels audités ont pu se rendre compte de leur niveau d'organisation en GRH, de leurs forces et de leurs faiblesses.

Par ailleurs, les professionnels interviewés ont pu mesurer leur niveau de compétence au regard des exigences de leurs postes respectifs. Certains se sont inscrits à des formations dès après le passage de la mission ; les autres attendent de bénéficier de l'aide nécessaire pour le renforcement de leurs capacités dans le cadre des mesures correctives proposées dans le rapport d'audit.

En outre, tous les postes ont été analysés dans les départements audités. Des fiches de poste ont été élaborées lorsqu'elles n'existaient pas.

La cartographie des emplois de la fonction publique a permis l'élaboration d'un plan de classement de l'ensemble des emplois, appelé nomenclature des emplois de l'administration publique.

## APPUI À LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Le PNUD met en œuvre, en collaboration avec le Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH), un projet régional sur la lutte contre le VIH/SIDA couvrant 6 pays dont le Sénégal. Les appuis menés dans le cadre de ce projet dont les activités ont été lancées en mai 2016, couvrent 3 volets :

- le suivi des recommandations de la Commission mondiale sur le VIH et le droit ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des projets du fonds mondial ;
- la levée des obstacles à l'accès des populations clés aux services.

## SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION MONDIALE SUR LE VIH ET LE DROIT

En qualité de partenaire du développement et Co-parrain de l'ONUSIDA, le PNUD aide le Sénégal à maintenir le VIH au centre des stratégies nationales de développement. La question du VIH SIDA n'est plus une problématique de santé publique, elle est devenue une question de développement.

A cet effet, le PNUD a apporté en juillet 2016 un appui technique au CNLS dans l'organisation d'un atelier national d'imprégnation sur les stratégies du programme sida et la gestion des populations-clés, destiné aux Parlementaires, aux membres du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) et aux cadres de certains départements ministériels.

L'atelier visait spécifiquement à :

- améliorer la compréhension des participants sur les stratégies du Programme Sida dans le cadre des 90-90-90 ;
- informer les participants sur les enjeux liés à la gestion des populations-clés et ;
- engager les participants à contribuer à la mise en place d'un environnement plus favorable pour la prise en compte des populations-clés.

Par ailleurs, le PNUD a organisé en septembre 2016 un atelier de formation des Parlementaires qui avait pour but de :

- fournir des informations à jour sur les dynamiques épidémiologiques,

l'approche Droits Humains, le Droit à la Santé dans le contexte du VIH ;

- améliorer le niveau de compréhension des participants sur l'impact de l'amélioration de l'environnement légal dans l'atteinte des objectifs de santé publique, et ;
- fournir les outils nécessaires à la révision des lois, politiques et stratégies en faveur d'une meilleure offre et d'un accès aux services de santé VIH/TB pour les populations clés.

En outre, dans le cadre du groupe technique de travail sur le VIH, le PNUD en tant que membre a appuyé l'élaboration de la feuille de route nationale destinée aux juges et aux législateurs pour le vote des Lois prenant en compte la situation des personnes vivant avec le VIH, ainsi que la participation de 2 juges sénégalais au forum organisé à Johannesburg en octobre 2016.

## L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU FONDS MONDIAL

Dans le cadre de la subvention régionale sur le VIH en Afrique, le PNUD a renforcé les capacités d'ENDA SANTE pour assumer les fonctions de récipiendaire principal, notamment en matière de gestion et de suivi-évaluation, afin d'améliorer la qualité des données et des rapports d'exécution. En outre, le PNUD a appuyé les organisations de la société civile à mieux connaître et maîtriser les mécanismes du Fonds mondial à travers l'aide à la production des aides mémoires destinés aux organisations siégeant dans les instances de coordination nationale.



## LA LEVÉE DES OBSTACLES À L'ACCÈS DES POPULATIONS CLÉS AUX SERVICES

En 2016, le PNUD a appuyé l'élargissement du groupe africain d'experts sur les populations clés (groupes vulnérables, personnes vivant avec le VIH/SIDA, homosexuels,...). Pour le Sénégal, les membres ont été soutenus en ce qui concerne le leadership pour la mise en œuvre de travaux de recherches et d'analyses.

Le PNUD a également soutenu la mise en place d'un groupe de travail VIH et Droits Humains composés essentiellement d'experts multisectoriels, chargé de discuter et valider des activités et programmes mis en œuvre.

En outre, le PNUD a mobilisé le gouvernement, la société civile et des activistes transgenres pour le développement d'un plan d'action national pour la prise en compte de cette communauté à travers les plans stratégiques nationaux et programmes locaux de prise en charge.

## LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES PROGRAMMES DU PNUD

La promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur du mandat du PNUD et incluses dans sa démarche de développement. A cet effet, la stratégie pour l'égalité des sexes 2014-2017 du PNUD a été élaborée dans le but de contribuer à l'élimination de la pauvreté et à une diminution des inégalités entre les sexes. Elle vise d'une part l'institutionnalisation du genre au sein du bureau, et d'autre part, l'opérationnalisation de la thématique à travers les programmes et projets appuyés par le PNUD.

### L'INSTITUTIONNALISATION DU GENRE AU SEIN DU BUREAU

En plus de la stratégie pour l'égalité des sexes 2014-2017, le PNUD a mis en place :

- une stratégie sur la parité Homme/Femme au sein de l'organisation ;
- une plateforme d'apprentissage en ligne en vue du renforcement des capacités de ses agents incluant des modules sur le genre et ;
- récemment l'initiative de la certification « **Gender Seal** » pour le saut de l'égalité homme - femme, à laquelle le Bureau du Sénégal a adhéré.

La Certification « Gender Seal » permet d'évaluer la prise en compte du genre dans la gestion, les capacités du personnel, l'environnement de travail, la gestion des connaissances, les programmes et projets, les partenariats établis, les résultats et impacts enregistrés. L'enrôlement du Bureau dans ce processus qui obéit à des normes matérialisées par 38 indicateurs a permis de faire une auto-évaluation en 2015 et de dégager un plan d'action. Le Bureau s'est lancé en 2016 dans la mise en œuvre du plan d'action, par l'Equipe Focale Genre mise en place.

Il convient aussi de noter une plus grande prise en compte de la dimension genre dans les Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers notamment l'objectif 5 qui est spécifique à l'égalité Homme/Femme.

### L'OPÉRATIONNALISATION DU GENRE

En plus de l'institutionnalisation du genre en interne, le PNUD Sénégal s'est inscrit dans son opérationnalisation à travers ses programmes et projets, ce qui a permis d'accompagner la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre du Sénégal (SNEEG) 2016-2022.

Par ailleurs, des partenariats stratégiques ont été tissés avec les organisations de la Société Civile et les partenaires techniques et financiers en vue du plaidoyer et de l'appui conseil.

Les interventions du PNUD qui portent sur la Bonne Gouvernance, la Croissance Inclusive et le Développement Durable et les Changements Climatiques/Environnement, mettent un accent particulier sur la prise en compte du genre et l'autonomisation des femmes au niveau des activités mises en œuvre.

## APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL (SSN)

Pour accompagner le Sénégal dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) à travers la production d'indicateurs fiables, désagrégés et sensibles au genre, cinq agences du système des Nations Unies (UNFPA, PNUD, UNICEF, BIT, ONUFEMMES) ont lancé en 2016 un Programme conjoint « **APPUI AU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL ET RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MATIERE DE PLANIFICATION, DE SUIVI ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES** ».

LE PROGRAMME, MIS EN ŒUVRE PAR L'AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE (ANSD), COMPTE **TROIS COMPOSANTES**

L'APPUI DU PNUD AU TITRE DE CE PROGRAMME A PERMIS DE CONTRIBUER

**APPUI À LA PRODUCTION DE DONNÉES STATISTIQUES SENSIBLES AU GENRE**

**À LA MODERNISATION DU SYSTEME DE SAUVEGARDE ET D'ARCHIVAGE DE L'INFORMATION STATISTIQUE**

**FINANCEMENT, ANALYSE APPROFONDIE DES DONNÉES D'ENQUÊTES ET DYNAMISATION DE LA DIFFUSION DE L'INFORMATION STATISTIQUE**

**AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AGENTS DE L'ANSD SUR LA GESTION DE LA PERFORMANCE NOTAMMENT SUR LES TECHNIQUES D'ANONYMISATION DES DONNÉES**

**RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE PLANIFICATION, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES INTÉGRANT LE GENRE**

**À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ANSD À TRAVERS DES JOURNÉES THÉMATIQUES SECTORIELLES, AVEC LA PARTICIPATION DES ACTEURS DU SSN Y COMPRIS LES PARLEMENTAIRES ET LE SECTEUR PRIVÉ**



## **PARTENARIAT ET MOBILISATION DE RESSOURCES**

Sur la base de sa stratégie de mobilisation de ressources, le PNUD poursuivra la mobilisation des ressources internes (Gouvernement et secteur privé), et développera des partenariats innovants avec les pays émergents. En outre, il accompagnera le Gouvernement dans ses efforts de mobilisation des ressources externes (GCF, GEF).

Il convient aussi de noter une plus grande prise en compte de la dimension genre dans les Objectifs de développement durable (ODD) à travers notamment l'objectif 5 qui est spécifique à l'égalité Homme/Femme.

l'approche par la demande, permet de mieux répondre aux préoccupations réelles des communautés, de lutter contre l'exclusion sociale et les inégalités, de faciliter l'appropriation communautaire, de renforcer la dynamique communautaire et de poser les bases de l'émergence d'une économie rurale.

La participation des bénéficiaires aux travaux de mise en place des infrastructures de base comme gage de l'appropriation.

En matière de partenariat, le PNUD a joué un rôle d'impulsion en ce qui concerne la mobilisation des Partenaires Techniques et Financiers autour des questions stratégiques, notamment la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent et du Cadre harmonisé de suivi-évaluation des politiques publiques (CASE), ainsi que l'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre et de suivi des ODD

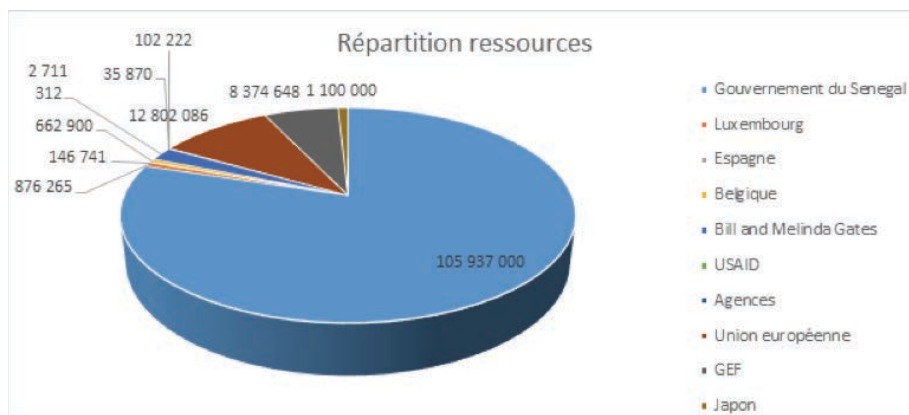
Par ailleurs, La mobilisation de ressources nationales pour la mise en œuvre du Programme à travers le PUDC, conformément au plan d'action d'Addis-Abeba constitue une expérience innovante. Le PUDC se présente à ce jour comme un cadre devant faciliter la mise en œuvre des ODD. Ce programme articulé autour de

En 2016, les ressources du programme ont atteint, le seuil de **USD 66 millions** grâce à la mobilisation des ressources du Gouvernement.

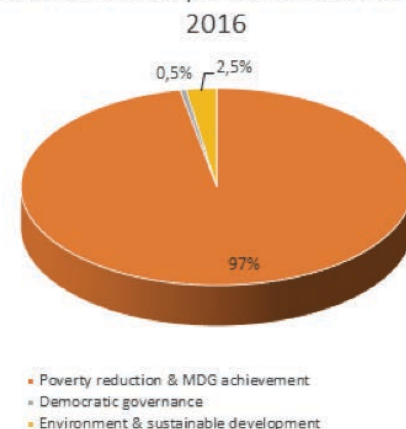
La structure de financement du programme fait ressortir une prépondérance des ressources non core (**95.76%** du volume des ressources) contre des ressources TRAC (**4.24%**) en baisse continue.

Les ressources du gouvernement (GCS), mobilisées au travers du PUDC, ont représenté **87.35%**, le Fonds de l'Union Européenne représente **2.89%** et les Fonds pour l'Environnement Mondial **3.34%**.

Cette structure traduit les défis de mobilisation des ressources de tierces au Sénégal, ou les bailleurs de fonds recourent à leurs structures d'exécution.



Répartition des fonds par domaine d'intervention





## LES OPÉRATIONS AU PNUD

Elle est le bras armé du Programme – pays. Elle constitue en effet l'outil indispensable à la mise en œuvre des projets et programmes. Constituée d'une équipe réduite, elle privilégie l'efficacité et encourage la polyvalence au niveau de la gestion des tâches.

Elle couvre quatre (4) secteurs :

- les ressources humaines ;
- les services généraux ;
- la passation des marchés ;
- les finances et les technologies de l'information et de la Communication.

Au-delà du PNUD, les opérations du PNUD Sénégal constituent un hub régional et viennent en appui aux agences présentes au Sénégal et supportent également l'organisation et la passation des marchés de plusieurs séminaires internationaux organisés au Sénégal.



## QUELQUES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS EN 2016

### Technologies Information Communication – ICT

Appui aux autres bureaux de terrains en 2016.

### L'unité en charge des Ressources Humaines

- **Gestion du personnel** (recrutement - suivi) du bureau pays et du bureau régional PNUD - aux agences présentes au Sénégal notamment ONUDC - ONU Femmes - OHCHR - UNFPA bureau pays et régional – UNCDF - PAM Bureau pays et Bureau régional - CINU.
- **Appui dans la Gestion** du traitement des salaires (Payroll) de plus de 200 fonctionnaires.
- **Appui - Conseil au management** - et aux collègues RH du Système des Nations Unies Sénégal - Promotion d'un environnement de collaboration axé sur le client et maintien du niveau du moral du personnel.

### L'unité en charge des Finances :

- assure la **gestion des ressources du bureau**. Elle s'occupe du traitement des revenus, des salaires, du paiement des internationaux : home leave, relocation grant, assignment grant ;
- assure la **gestion des salaires** du personnel national et international : PNUD bureau régional - PAM Pays et Régional - ONUDC - OCHA- HCDH - CINU - UNFPA pays et régional - Coordination du Système des Nations Unies ;
- assure la **gestion et le suivi du tableau de bord des finances** - IPSAS et Finances : vérification - correction ;
- analyse **les comptes** des paiements d'introduction et paiement des avances des projets, et produit les rapports financiers des projets et programmes du PNUD ;
- gère **l'outil de suivi des comptes** des projets et programmes ;
- assure la **gestion des paiements** : DSA des voyages pour les rencontres internationales ;
- appuie **la mise en oeuvre** des projets et programmes ;
- appui **le bureau** du Coordonnateur résident dans les services communs ;

- assure la **gestion de l'équilibre financier** entre le personnel et les ressources ;
- assure la **mise en place** de la base de données rooster des fournisseurs en ligne ;
- gère **Asset manager online** ;
- assure la **mise en oeuvre** HACT.

## RESULTATS VOLUME DE TRANSACTIONS FINANCIERES EN 2016

90

MILLIARDS DE FCFA DE  
 RESSOURCES GÉRÉES  
 EN 2016 PAR L'UNITÉ  
 DES FINANCES DU  
 PNUD

4.428.000

DE CHÈQUES  
 GÉNÉRÉS EN 2016

## QUELQUES RÉSULTATS : PASSATION DES MARCHÉS – VOYAGES

### Préparation des Dossiers d'Appel d'Offres (Demandes de cotations, Demandes de propositions et Invitations à soumissionner)

Dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire.

**A titre d'illustration**, tous les cas soumis au comité de revue et de validation des procédures ont été approuvés :

- **Réalisation de 67 châteaux** d'eau régions de THIES-DIOURBEL
- **Réalisation de 67 châteaux d'eau** régions de FATICK-KAOLACK-KAFFRINE-LOUGA-SAINTLOUIS-MATAM-TAMBACOUNDA d'un montant de **15 401 639 430 FCFA (26,646,435 USD)** ;
- **Réalisation de 63 forages** au rotary dans les régions de THIES. Recrutement d'un Cabinet de contrôle pour la supervision et le contrôle des travaux de forage et de génie civil pour l'adduction d'eau potable d'un montant de **268 611 628 FCFA (464,726 USD)**.

L'unité Procurement et services généraux vient en appui au Bureau pays - aux projets à exécution nationale (NEX) et ceux mis en oeuvre directement par le PNUD (DEX) et aux agences non représentées au Sénégal / ou qui ne disposent pas d'unité de Procurement et qui n'ont pas accès à IPSAS.

**67 CHÂTEAUX D'EAU**  
RÉGIONS DE THIES-DIOURBEL

**67 CHÂTEAUX D'EAU**  
RÉGIONS FATICK-KAOLACK-KAFFRINE-  
LOUGA-SAINT LOUIS-MATAM-  
TAMBACOUNDA D'UN MONTANT DE  
**15 401 639 430 FCFA**  
**(26.646.435 USD)**

**63 FORAGES**  
AU ROTARY DANS LES RÉGIONS  
DE THIES



## Partenaires du PNUD SENEGAL



Production Unité Communication  
Supervision : Représentant Résident et Directeur - pays du PNUD  
Immeuble Wolle Ndiaye • [www.sn.undp.org](http://www.sn.undp.org) • [www.pudc.sn](http://www.pudc.sn)  
🐦 @pnudsenegal • @pudcofficiel  
Tél.: +221 33 859 67 67